

## Réaction de Pierre Werner à propos du Printemps de Prague (CLT, 22 août 1968)

**Source:** Pierre Werner (CSV) Ministre d'Etat : Prise de Position du Gouvernement Luxembg. / PIERRE WERNER, Robi Rauchs.- Luxembourg: CLT [Prod.], 22 août 1968. CLT-UFA, Luxembourg. - SON (04:37, Montage, Son original).

CLT-UFA, 45, Boulevard Pierre Frieden, L-1543 Luxembourg.

**Copyright:** (c) Traduction CVCE.EU by UNI.LU

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

**URL:**

[http://www.cvce.eu/obj/reaction\\_de\\_pierre\\_werner\\_a\\_propos\\_du\\_printemps\\_de\\_prague\\_clt\\_22\\_aout\\_1968-fr-09565322-ac93-41d0-b428-0a1e2315b334.html](http://www.cvce.eu/obj/reaction_de_pierre_werner_a_propos_du_printemps_de_prague_clt_22_aout_1968-fr-09565322-ac93-41d0-b428-0a1e2315b334.html)



**Date de dernière mise à jour:** 05/07/2016

## Réaction de Pierre Werner à propos du Printemps de Prague (CLT, 22 août 1968)

[Journaliste] L'attitude du gouvernement luxembourgeois à propos de l'évolution de la situation en Tchécoslovaquie est connue: bien que, contrairement à d'autres gouvernements étrangers, vous n'ayez pas été informé directement par les Soviétiques, Monsieur le Premier Ministre, le gouvernement a pris position clairement, hier après-midi, contre l'occupation de la Tchécoslovaquie par les troupes des cinq États du Pacte de Varsovie. Comme on a pu l'apprendre, vous avez eu aujourd'hui plusieurs contacts diplomatiques. À la suite de ces contacts, y a-t-il eu un changement dans l'attitude du gouvernement luxembourgeois?

[Pierre Werner] Permettez-moi d'abord une rectification: effectivement, l'ambassadeur soviétique est venu me trouver hier et m'a remis dans le courant de la journée un message du gouvernement soviétique. J'ai reçu ce message tout comme d'autres présidents de gouvernement dans d'autres pays, et son contenu est le même que celui qui est déjà connu. Mais avant que l'ambassadeur soit venu me trouver, j'avais déjà réuni le Conseil de gouvernement et nous avons estimé, mes collègues et moi, que, vu les circonstances, il appartenait au gouvernement d'adopter une position très claire. Et c'était là le but de la déclaration que nous avons publiée après ce Conseil de gouvernement. Il ne nous appartient pas d'aggraver la vie internationale, ni de participer à une chasse aux sorcières, mais nous sommes d'avis que dans de telles circonstances il fallait parler un langage très clair. C'est ce que nous avons fait dans cette déclaration. Et j'ai d'ailleurs dit à l'ambassadeur, lors de sa visite, que le gouvernement prendrait position en ce sens.

[Journaliste] Notre gouvernement a-t-il envisagé des mesures éventuelles qu'il pourrait peut-être prendre ensemble avec d'autres gouvernements? Nous venons de lire cet après-midi sur le télex que la Suisse a assuré l'asile politique aux réfugiés tchécoslovaques. A-t-on éventuellement envisagé ce genre de mesures?

[Pierre Werner] Notre ministre des Affaires étrangères est évidemment en contact avec ses collègues des autres pays occidentaux, pour voir ce que l'on peut faire effectivement dans les circonstances actuelles pour la Tchécoslovaquie et pour ses habitants malheureux. Nous n'avons pas encore suffisamment de précisions sur ce point. Vous savez aussi que le Conseil de sécurité de l'ONU a été saisi de cette question. Il faut attendre maintenant pour voir si elle va être soumise aussi à l'Assemblée générale. Vous savez en tout cas que nous compatissons profondément avec le peuple tchèque dans cette situation.

[Journaliste] Monsieur le Premier Ministre, que pensez-vous de la prise de position du président français, Charles De Gaulle? Si ses affirmations que les dispositions de la conférence de Yalta sont toujours respectées si strictement sont exactes, ne craignez-vous pas qu'il y ait là un danger pour toutes les petites nations?

[Pierre Werner] Les décisions qui ont été prises à Yalta à l'époque étaient des décisions politiques, qui ont probablement été prises à la lumière de la situation existante, et nous ne pouvons évidemment pas considérer ces décisions comme définitives. Nous savons bien entendu qu'il est difficile aujourd'hui, pour n'importe quel pays dans le monde, de se retrouver tout seul, et que, par la force des choses, les pays se regroupent dans l'intérêt de leur sécurité, dans l'intérêt de leur développement économique, etc., mais ces groupements doivent se faire entre des nations souveraines, en pleine possession de leurs droits et naturellement sans aucune ingérence de l'un dans les affaires intérieures de l'autre. Je crois que dans ce sens, il ne faut pas rejeter un certain groupement de pays, mais il faut que ce soit un groupement de pays libres avec des citoyens libres.

[Journaliste] Monsieur le Premier Ministre, quelle est l'attitude du gouvernement à propos de la démonstration annoncée pour ce soir à la place Guillaume?

[Pierre Werner] Dans la mesure où cette démonstration exprime, sous une forme différente, ce que nous avons dit dans notre déclaration, nous pouvons naturellement nous y rallier. Nous espérons qu'elle se déroulera de façon digne, comme d'ailleurs les organisateurs l'ont prévu. Comme on l'a dit, il doit s'agir d'une marche silencieuse. C'est d'ailleurs pratiquement la seule chose que nous puissions faire dans les conditions actuelles pour le peuple tchèque. Je dirais peut-être que nous devrions nous inspirer de l'attitude des Tchèques eux-mêmes, qui se comportent vraiment de façon très digne dans les circonstances actuelles.

[Journaliste] Merci, Monsieur le Premier Ministre.